

du dépassement de la mesure, d'un rapprochement exagéré avec les Américains, du piétinement des interventions par rapport au passé, etc.

C'est dans ce contexte que le gouvernement nouvellement élu de Pierre Trudeau entreprit de passer en revue notre politique étrangère. Les résultats de cette initiative, exposés dans les six brochures de *La Politique étrangère au service des Canadiens*, en étonnèrent plus d'un dans les universités canadiennes, les médias et les instances officielles par leur apparente étrangeté, voire leur excentricité. Rédigé dans le langage à la mode de l'époque, le rapport fut assailli par la critique. On lui reprochait de la tiédeur dans son engagement à l'égard de l'internationalisme et une insistance exagérée sur l'intérêt national par opposition à l'avènement d'un monde meilleur. « Et pourquoi, ajoutait-on, n'y a-t-il pas de document distinct sur les relations avec les États-Unis ? »

Avec le recul, on est en droit de juger ces documents de façon quelque peu différente. La décennie des années 60 fut une époque de sensibilisation singulière des Canadiens à la vulnérabilité, réelle ou perçue comme telle, de leur pays par rapport aux États-Unis. On imagina ou adopta des interventions controversées afin de limiter la capacité des Américains de prendre le contrôle d'une part encore plus importante de l'industrie canadienne, et certains secteurs de l'économie (les banques, les communications) firent l'objet de mesures de protection partielle ou totale. De profonds conflits ont surgi concernant la pollution et d'autres questions environnementales, la souveraineté dans les eaux territoriales et internationales, l'Arctique, le mouvement des brise-glaces américains dans le passage du Nord-Ouest, les ressources halieutiques et d'autres questions.

La puissance des États-Unis était à son summum mais, à cause du Viet-Nam, les Canadiens avaient perdu toute confiance envers les dirigeants américains. C'est ainsi qu'un nouveau sentiment nationaliste fit pencher la balance en faveur de la défense de nos intérêts nationaux et la protection de notre souveraineté.

Malgré une rhétorique et une terminologie nouvelles, *La Politique étrangère au service des Canadiens* représentait moins une rupture par rapport aux modes de pensée de la majorité en matière de